

*Pouvoir d'emprunt*

J'ai passé beaucoup de temps à lire les discours du vieux Scrooge MacCrosbie lors qu'il était membre de l'opposition. Il a parlé alors du taux d'inflation trop élevé, du fait que les petites gens en souffraient; du taux d'intérêt trop élevé qui faisait du tort au Canadien moyen, et qui nuisait au développement des provinces Maritimes et de Terre-Neuve. Il a promis alors qu'une fois devenu membre du gouvernement, de sa baguette magique, il remédierait à tous ces problèmes. Tout à coup le voilà ministre et il se transforme en véritable Scrooge. Il s'emploie à resserrer les cordons de la bourse.

**M. Ferguson:** J'aimerais faire un rappel au Règlement, monsieur l'Orateur.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Saint-Jean (M. Ferguson).

**M. Ferguson:** Monsieur l'Orateur, le qualificatif de «vieux Scrooge» ne me plaît guère en tant que nouveau député. Je me demande si l'expression est vraiment parlementaire.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie. Le député de Yorkton-Melville.

**M. Nystrom:** Je vois, monsieur l'Orateur, que vous ne rendez pas de décision sur ce point, mais si vous deviez le faire, je changerais d'expression et dirait «ce vieux bouffon».

**Des voix:** Bravo!

**M. Nystrom:** J'ai appris tout cela du ministre des Finances, du temps qu'il était dans l'opposition, en écoutant ses envolées oratoires et en lisant ses discours. Je trouve très étrange la conversion qu'a opérée ce ministre en passant de l'opposition au pouvoir, comme saint Paul sur la route de Damas. Avant les élections, son parti était progressiste; depuis, il est devenu conservateur. Peut-être pourrions-nous maintenant l'appeler le parti régressif conservateur, monsieur l'Orateur.

Juste avant le débat, le député de Regina-Est (M. de Jong) me faisait remarquer que le premier ministre (M. Clark) devrait peut-être s'appeler dorénavant R. B. Clark, car les politiques économiques qu'il impose à notre pays nous conduisent peut-être vers une autre récession qui pourrait même être plus grave que la grande dépression. Mais il me semble assez curieux que le premier bill que le ministre des Finances choisisse de présenter au Parlement et au public canadiens soit un bill réclamant l'autorisation d'emprunter 7 milliards. C'est d'autant plus curieux que tout le temps qu'il a été dans l'opposition, le parti conservateur a déploré l'ampleur de la dette nationale et promis d'y remédier. Il prétendait qu'il n'accepterait pas d'augmenter le déficit pour financer les activités du gouvernement, mais le premier bill qu'il présente à la Chambre est un bill visant à accroître la dette nationale.

● (1650)

J'ai fait quelques recherches pour voir si le parti conservateur est sincère ou non en promettant de diminuer la dette nationale du Canada. J'ai examiné les réalisations de certains gouvernements conservateurs en comparaison de ceux d'autres formations politiques au Canada. Par exemple, l'Alberta, qui est dotée d'un gouvernement conservateur, avait en 1976, en dépit de sa richesse, une dette moyenne de 1,880 dollars par tête d'habitant. Mais en Saskatchewan, où un gouvernement néo-démocrate tient les rênes depuis des années—et on nous accuse toujours d'avoir des projets grandioses; même un de mes amis de l'Alberta me lance cette accusation de temps à

autre—la dette moyenne par tête d'habitant s'élève à 980 dollars seulement.

Passons maintenant à la prospère Ontario où le «Gros Bill» s'en prend au «Petit Joe». Quelle est la dette par tête d'habitant en Ontario où le parti conservateur est au pouvoir depuis 40 ans? 2,059 dollars. Et que se passe-t-il à Terre-Neuve où le ministre des Finances s'est fait les dents et a acquis son expérience? Sous la direction d'un chef extraordinaire comme Joey Smallwood, et plus tard d'un autre chef remarquable, Frank Moores, la dette par tête d'habitant dans cette province s'élevait à 3,274 dollars. A mon avis, monsieur l'Orateur, ces statistiques montrent le vrai visage du parti conservateur. Il ne maintiendra pas la dette nationale à son niveau actuel. Il va l'accroître encore et accabler d'un fardeau encore plus lourd les enfants de la nation qui vont grandir, travailler et vivre ici au cours des années à venir.

La question que je pose est «Pourquoi?» Pourquoi Scrooge MacCrosbie agit-il ainsi? Pourquoi cet aimable Terre-Neuvien enlève-t-il le pain de la bouche des enfants et leur fait-il payer cher même leurs vêtements? Il se contente de dire qu'ils sont obligé d'emprunter et de relever le taux d'escompte. Notre taux d'escompte est le plus élevé que nous ayons jamais connu. Nous avons un taux de 14 p. 100. Le taux le plus élevé qu'ait connu le pays. Il rétorque qu'ils sont obligés de la hausser pour soutenir le dollar canadien, et qu'ils sont obligés d'emprunter ces milliards afin de rembourser les dettes qu'a accumulées le gouvernement précédent.

Nous empruntons donc pour rembourser nos dettes. Nous augmentons notre dette et devons donc emprunter davantage pour rembourser ces nouvelles dettes. C'est comme si on essayait de remédier à l'obésité d'une personne énormément obèse en la bourrant de sucreries et de gâteaux. Le gouvernement aggrave le problème en empruntant de plus en plus afin de rembourser les dettes que le gouvernement libéral a accumulées pendant des années. Mon honorable ami de Saint-Jean suit malheureusement la même voie que ses prédécesseurs.

D'où nous vient ce problème? Pourquoi le dollar chute-t-il? Pourquoi la Banque du Canada augmente-t-elle le taux d'escompte? La raison en est relativement simple: le dollar est le reflet de notre économie. C'est comme une glace. Lorsqu'il se lève le matin, le ministre des Finances s'examine dans la glace. Or, le dollar agit comme une glace. Il réfléchit la situation économique de notre pays. Si les devises de l'Allemagne, du Japon, de la France et de la Suisse sont fortes, c'est que la situation économique de ces pays est excellente. Si elle l'est, c'est que ces pays ont bien planifié. Ils ont fait ce qu'il fallait. Ils ont fabriqué leurs propres produits chez eux et ils ont utilisé au mieux leur main-d'œuvre et leurs compétences. C'est justement ce que nous n'avons pas fait chez nous. Voyez un peu l'exode de l'argent des dividendes et des intérêts qui quittent le Canada parce que notre économie est sous la coupe étrangère. J'entends certains conservateurs d'en face qui rouspètent; c'est probablement qu'ils cherchent encore une fois à défendre la politique de l'ancien gouvernement libéral.

**M. Benjamin:** C'est du pareil au même.

**M. Nystrom:** Mais je considère les faits. Le député se défend apparemment de coucher avec le parti libéral, mais s'il le fait, il fera bien de bien se cramponner à son pyjama.

**Des voix:** Oh!

**Une voix:** Nous parlons par expérience.